



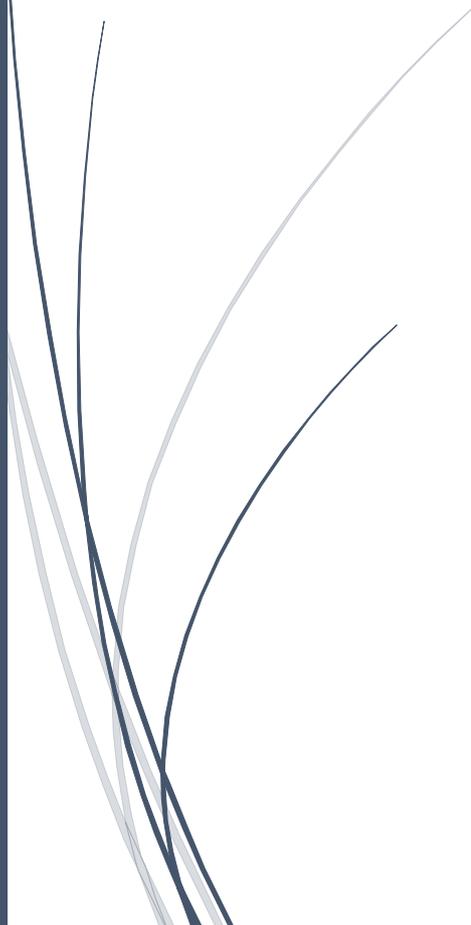
FB Conseil

AVOCAT AU BARREAU  
DE PARIS

10/05/2021

# FICHE PRATIQUE N°3

## Remplir le Registre des Bénéficiaires Effectifs (RBE)



**QUESTION :** Comment remplir le registre des bénéficiaires effectifs (RBE) ?

<b><u>LES BENEFCIAIRES EFFECTIFS</u></b>	Le RBE contient des actes que doivent déposer les entreprises auprès du tribunal de commerce de la domiciliation du siège social afin de signaler les personnes physiques détenant plus de 25% de leur capital ou des droits de vote. Les déclarants doivent déclarer tout changement de situation de leurs bénéficiaires effectifs dans un <u>déla</u> i d'un mois. (art.L561-47-1 du CMF)
<b><u>OBJECTIF</u></b>	Identifier les bénéficiaires effectifs et leurs modalités de contrôles des sociétés aux fins de prévenir les risques de blanchiment de capitaux, de financement occultes, de conflits d'intérêts.
<b><u>PUBLIC</u></b>	Registre public avec des accès spécifiques pour les 17 organismes assujettis listés à l'article L 561-2 du Code monétaire et Financier (CMF) modifié par Ordonnance n°2020-1544 du 9 décembre 2020.
<b><u>ACTIONS</u></b>	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Créer un compte <u>par entité</u> avec le formulaire de création de compte de l'INPI <a href="https://www.inpi.fr/sites/default/files/formulaire_de_creation_de_compte_rbe_0.pdf">https://www.inpi.fr/sites/default/files/formulaire_de_creation_de_compte_rbe_0.pdf</a></li><li>2. Remplir le formulaire CERFA MBE <a href="https://www.juripresse.fr/wp-content/uploads/cerfa/MBE_cerfa_16062.pdf">https://www.juripresse.fr/wp-content/uploads/cerfa/MBE_cerfa_16062.pdf</a></li><li>3. Réception d'informations par le biais de l'adresse générique : <a href="mailto:licences@inpi.fr">licences@inpi.fr</a></li><li>4. En cas de question utiliser l'adresse <a href="mailto:rbe@inpi.fr">rbe@inpi.fr</a></li><li>5. Pour obtenir l'accès aux données effectuer une requête à <a href="mailto:rbe@inpi.fr">rbe@inpi.fr</a> puis remplir le formulaire attestant que le demandeur est habilité à accéder à ces données</li><li>6. Toute divergence entre l'information consultée et celle détenue doit être transmise au greffe compétent ou sur le site <a href="https://registrebeneficiaireseffectifs.infogreffe.fr">https://registrebeneficiaireseffectifs.infogreffe.fr</a> (art. L561-47-1 du CMF)</li><li>7. Le greffier du tribunal de commerce vérifie que les informations relatives au bénéficiaire effectif sont complètes et conformes aux dispositions législatives et réglementaires. (art. L 561-47 du CMF)</li></ol> <p><b>Pour une consultation des registres de bénéficiaires effectifs de sociétés immatriculées dans l'Union Européenne :</b> <a href="https://e-justice.europa.eu">Portail e-Justice européen - Répertoire d'entreprises dans les États membres (europa.eu)</a></p> <p>L'INPI travaille à une application sur les modifications des BE consultables en ligne.</p>
<b><u>A NOTER</u></b>	<ul style="list-style-type: none"><li>-Les sociétés unipersonnelles ne sont pas concernées par ce dispositif.</li><li>-Le dispositif de l'INPI ne concerne que les entreprises françaises.</li><li>-Les trusts et fiducies ne sont pas inclus dans le dispositif.</li><li>-La réutilisation des informations sur les bénéficiaires effectifs est soumise à l'acceptation de la licence Immatriculations, Modifications, Radiations (IMR) <a href="https://www.inpi.fr/sites/default/files/doc_tech_imr_mai_2019_v1.5.1_2.pdf">https://www.inpi.fr/sites/default/files/doc_tech_imr_mai_2019_v1.5.1_2.pdf</a></li></ul>

TEXTES DE REFERENCE :

- Ordonnance n°2016-1635 du 01/12/2016 (transposition de la 4eme directive LCB-FT)
- Décret d'application n°2017-1094 du 12/06/2017 et arrêté du 18/09/2017
- Depuis 02/2020 les informations sont rendues publiques (nom, mois et année de naissance, pays de résidence, nationalité du bénéficiaire effectif, nature et étendue des intérêts effectifs détenus. (ordonnance n°2020-115 du 12/02/2020 transposant la directive UE 2018/843 du 30 mai 2018 (5eme directive LCB-FT). Certaines informations ne sont accessibles qu'aux personnes assujetties à la LCB-FT par un canal dédié.
- Décret 2020-118 du 12/02/2020 : les déclarations sur les bénéficiaires effectifs deviennent des IMR qui entrent dans le champ de l'article L 13-6 du code de commerce
- Article L 561 -2 du CMF décrit la liste des personnes assujetties à la LCB-FT.

Vous souhaitez être accompagné par un professionnel du droit :

**FB Conseil**

31 avenue Félix Faure 75015 Paris

Tél : 0609213171

[fbannes.conseil@outlook.fr](mailto:fbannes.conseil@outlook.fr)

[www.fb-conseil.net](http://www.fb-conseil.net)

Vous souhaitez être accompagné par un professionnel du droit :

**FB Conseil**

31 avenue Félix Faure 75015 Paris

Tél : 0609213171

[fbannes.conseil@outlook.fr](mailto:fbannes.conseil@outlook.fr)

[www.fb-conseil.net](http://www.fb-conseil.net)